

Numéro spécial 15^e anniversaire de Fondation (CSN), colloque sur l'épargne responsable

Période de débats suivant la conférence de Riccardo Petrella

Louis Roy, Fédération des affaires sociales CSN

Le constat que vous nous proposez à la fin de votre conférence est de revenir pratiquement aux cités grecques. Faites-vous le parallèle ou le constat global que la démocratie représentative dans le système capitaliste n'a pas véritablement d'avenir au niveau national ou au niveau international, et qu'il faudrait revenir à des communautés de base ?

Riccardo Petrella

À l'heure actuelle, on peut constater que la démocratie représentative, dans le cadre de cette privatisation du politique, finalement, est en train de devenir comme des squelettes blancs. Les gens le disent... où prend-on les décisions ? C'est rare qu'on vous dise que c'est au parlement. Demandez aux gens de la rue, et même nous qui connaissons le système, nous savons pertinemment que ce n'est pas au parlement que sont prises les décisions. Donc il est vrai que la démocratie représentative... on parle souvent du déficit démocratique, du déficit parlementaire... c'est vrai. Si nous sommes responsables, nous ne pouvons pas accepter cet état des choses. C'est pour cela que nous avons fait partie, nous tous je pense, des mouvements qui ont essayé de dire « faisons une démocratie participative », faisons en sorte que les citoyens prennent vraiment part aux décisions.

À l'Institut européen de recherche sur la politique de l'eau (IRPE), nous avons lancé, ces derniers jours, une campagne pour la modification de la politique de gestion de l'eau, dans laquelle, à l'article 14, les dirigeants européens avaient prévu d'obliger les États à faire participer des citoyens à la politique de l'eau. On y précisait qu'il fallait informer et consulter le public. Or, ce n'est pas comme ça qu'on fait participer les citoyens aux décisions. Nous voulons modifier cet article pour dire qu'il faut trouver les modalités à travers lesquelles les citoyens européens peuvent participer aux décisions en matière de politique de l'eau.

Alors, vous avez raison, et c'est pour cela que je me suis permis de composer cette approche dans une perspective personnaliste communautaire. Je pense que le local est fondamental et que le local, même au niveau mondial, est de plus en plus urbain. Dans les années à venir, c'est donc dans les villes que se joueront toutes les grandes questions de la vie : qu'est-ce que la vie, la richesse, l'égalité, la justice. On ne retourne pas dans le passé. Si nous pensons que l'épargne est fondamentale, il faut inventer, au XXI^e siècle, une nouvelle forme d'endettement, d'épargne, de richesse et de fiscalité. Aujourd'hui, quand on pense fiscalité mondiale, il n'y a rien. Regardez en ce moment en Europe: nous sommes en pleine crise parce que nous n'avons pas de budget européen. Pourquoi ? Parce que les États membres ne veulent pas augmenter à plus de 1% le

budget autonome de l'Union européenne. Dans ce cas, c'est ridicule de parler de communauté européenne. Je pense qu'il est temps de réinventer la collectivité locale.

Gérald Larose, professeur UQAM

Entre le grand « C » et les petits « c » je me demande si ce n'est pas un faux débat ? Ne nous relances-tu pas dans une approche de type idéologique, qu'on a bien connue, soit dans nos origines chrétiennes ou plus récemment dans nos combats idéologiques avec les maoïstes. Il me semble qu'il faut constater que, globalement, l'État social, né après la crise de 1929, a été créé par les forces populaires, relayé par les structures politiques. N'est-on pas dans le même contexte où il faut réinventer l'État social et faire en sorte que les mouvements sociaux accélèrent la réflexion pour mettre la pression sur cette réinvention ? Parce que le grand « C » on peut en rêver comme on a rêvé du Grand Soir, mais n'est-ce pas un aveu d'impuissance ? Alors que le défi, c'est la multiplication des petits « c », que représentent ceux et celles qui sont ici. Alors, la signification du grand « C » n'a de prise que dans la multiplication des petits « c ».

Riccardo Petrella

On se connaît très bien et tu sais que je ne suis pas naïf, même si j'ai envie de faire semblant de l'être. C'est pour cela que je n'ai pas tapé sur les petits « c », car ils sont fondamentaux. Imaginez une ville comme Montréal sans les petits « c » ? Sans les gens qui s'occupent des autres ? Si nos villes sont tenables encore aujourd'hui, c'est grâce à tous les petits « c ». Mais on constate que malgré tous les progrès que nous avons faits ces quarante dernières années, nous avons peu progressé. Le problème est d'accepter le fondement de la démolition. Et la démolition vient des changements des structures.

Ce n'est pas au niveau de l'ingénierie, de l'ingénierie financière, de l'ingénierie écologique, de l'ingénierie hybride. Par exemple en Europe, le changement fondamental a été la désintermédiation de l'activité politique. La société politique en Europe n'accepte plus l'État. C'est la privatisation de la vie. Et au fond, c'est la créativité des gestionnaires qui est en train de remplacer la création sociale. La création sociale ne fait plus partie de nos projets, de nos programmes. On pense à la création d'Hegel, de John Rawls et autres grands philosophes de la justice sociale.

L'individualisation n'est pas la création sociale. Il me semble que nous devons nous battre là-dessus. C'est ça le grand « C ». La grande victoire, autour du XIX^e siècle, ne fut pas les petits « c » (les mutualités, les syndicats). Tout ça c'était important, mais le grand « C » ce fut que les gens ont dit « non » au capital privé. Et c'est pour ça qu'il faut faire une politique participative de l'État social, il faut faire une politique du bien public.

Que le capital soit propriétaire de la vie et du monde. L'enjeu est là. Alors c'est vrai qu'il faut faire tous les petits « c », mais l'argument du grand « C » est important.